

LES ENJEUX DE LA « CRISE DÉMOGRAPHIQUE » EN RUSSIE

Svetlana Russkikh

Presses Universitaires de France | « Cités »

2020/2 N° 82 | pages 71 à 86

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130823032

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cites-2020-2-page-71.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les enjeux de la « crise démographique » en Russie

SVETLANA RUSSKIKH

INTRODUCTION

Avec la chute de l'Union soviétique, la Russie entre dans une crise politique et économique qui se traduit par une diminution significative de la population et un important appauvrissement des familles. Ces changements traversés par le pays sont une source d'instabilité qui impacte tous les niveaux de la société. Pour la première fois en temps de paix, en 1992 on enregistre en Russie plus de décès que de naissances¹. Cette diminution de la population² est due à la conjonction d'une natalité basse et d'une mortalité particulièrement élevée. C'est le seul pays au monde qui connaît un déclin démographique de telle ampleur en temps de paix³.

Pour combattre cette crise démographique, l'État instaure dans les années 2000 une nouvelle politique familiale. Nous montrerons que les mesures introduites dans le cadre de cette politique se distinguent par des objectifs démographiques explicitement affichés et la mise en place de programmes incitatifs originaux.

Tout d'abord, nous décrirons les facteurs de la crise démographique traversée par la Russie dans les années 1990. Ensuite, en analysant le discours

1. Alexandre Avdeev et Alain Monnier, « À la découverte de la fécondité russe contemporaine », in *Population*, vol. XLIX, n° 4/5, 1994, p. 859.

2. Selon le Service fédéral des statistiques de l'État russe, entre 1990 et 2000, la Russie perd plus de 6 millions d'habitants. Source : <https://www.gks.ru/folder/12781>, consulté le 1^{er} décembre 2019.

3. Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *La Russie, entre peurs et défis*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 40.

de l'État véhiculé par différents médias, nous montrerons en quoi les nouvelles mesures de la politique familiale présentent des objectifs précis en termes de natalité. Enfin, seront évoquées les grandes lignes du débat entre démographes concernant l'efficacité de ces mesures.

1. LA CRISE DÉMOGRAPHIQUE CONSÉCUTIVE À L'EFFONDREMENT DE L'URSS

La natalité en Russie commence à décroître à partir des années 1920 alors que le pays entre dans une période d'industrialisation et d'urbanisation accélérée¹. Dans les années 1960, l'indice conjoncturel de fécondité (le nombre moyen d'enfants par femme) chute brutalement en passant pour la première fois en dessous du seuil de remplacement des générations². Cette baisse se poursuit progressivement dans les années 1970, puis s'inverse pendant une brève période (entre 1980 et 1985) pour chuter à nouveau à la fin des années 1980. C'est après l'effondrement de l'URSS que cette tendance s'aggrave. L'indice conjoncturel de fécondité atteint son point le plus bas en 1999 (1,2 naissance par femme). En 2018, il assure le remplacement des générations dans seulement six régions de Russie : Tchétchénie (2,6 enfants par femme), Altaï (2,4 enfants par femme), Touva (2,9 enfants par femme), Bouriatie (2,1 enfants par femme), Tchoukotka (2,1 enfants par femme) et Nénésie (2,2 enfants par femme).

Toutefois, Anatolij Višnevskij³ et Sergej Zakharov⁴ montrent que cette baisse de la fécondité est principalement le résultat d'un long processus propre aux pays développés. En effet, les mêmes tendances sont observées dans la majorité des pays d'Europe : l'indice conjoncturel de fécondité y baisse de façon similaire tout au long du XX^e siècle.

Selon Lilija Karačurina⁵, la Russie ne se distingue que par une accélération du processus due à la crise économique des années 1990, qui se traduit

1. Anatolij Višnevskij, « Les enjeux de la crise démographique en Russie », in *Russie. Nei. Visions*, n° 41, 2009, p. 7.

2. Alexandre Avdeev et Alain Monnier, « À la découverte de la fécondité russe contemporaine », in *Population*, vol. XLIX, n° 4/5, 1994, p. 866.

3. Anatolij Višnevskij (éd.), *Demografičeskaja modernizacija Rossii : 1900-2000* [Modernisation démographique de la Russie : 1900-2000], Moscou, Novoe Izdatel'stvo, 2006, p. 159.

4. Sergej Zakharov et Elena Ivanova, « Roždaemost' i bračnost' v Rossii [La fécondité et le mariage en Russie] », in *Sociologičeskie issledovanija*, n° 7, 1997, p. 27.

5. Lilija Karačurina, « Regional'nye osobennosti rossijskoj demografičeskoj situacii » [Les spécificités régionales de la situation démographique russe], in *Otečestvennye zapiski*, n° 5(32), 2006, p. 168.

(1) Indice conjoncturel de fécondité selon les régions de Russie, 2018



Source des données : Rosstat 2019, www.gks.ru, consulté le 20 août 2019.

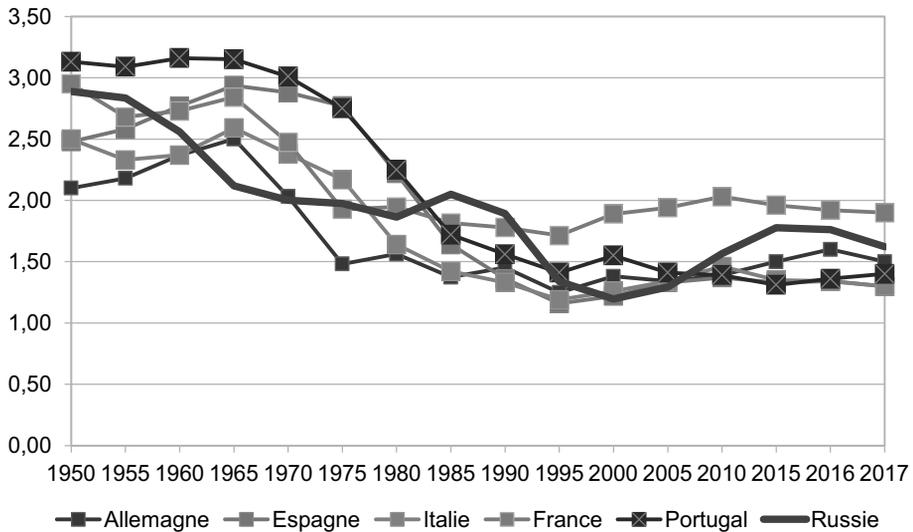
Réalisation : S. Russkikh.

par la chute radicale du niveau de vie et l'appauvrissement général de la population. Tatiana Kharkova et Evgueny Andreev¹ arguent qu'en l'absence de crise économique la natalité aurait fini par baisser dix à quinze ans plus tard.

Alors que la faible fécondité russe suit un processus que l'on retrouve dans la majorité des pays européens, la Russie se distingue par une mortalité élevée, particulièrement chez les hommes d'âge actif. Cette surmortalité masculine s'explique avant tout par l'alcoolisme direct (intoxications et empoisonnements à l'alcool frelaté), l'alcoolisme indirect (maladies liées à la surconsommation de l'alcool), et à des causes extérieures (homicides,

1. Tatiana Kharkova et Evgueny Andreev, « Did the Economic Crisis Cause the Fertility Decline in Russia: Evidence from the 1994 Microcensus », in *European Journal of Population*, vol. XVI, n° 3, 2000, p. 230.

(2) Évolution de l'indice conjoncturel de fécondité en Russie et dans certains pays d'Europe (1950-2017)



Source des données : Demoscope, <http://demoscope.ru/weekly/app/app4007.php>, consulté le 1^{er} décembre 2019. Réalisation : S. Russkikh.

accidents de travail, accidents de la route, suicides et violences domestiques)¹.

La mortalité élevée s'ajoute à la faible natalité comme principal facteur de la crise démographique en Russie. L'immigration compense en partie les pertes démographiques. En effet, de 1991 à nos jours, le solde migratoire (c'est-à-dire la différence entre le nombre d'immigrants et le nombre d'émigrants) reste positif (3). Cette stabilité relative atténue la baisse de la population en compensant environ un tiers des pertes démographiques dans le creux de la crise, entre 1993 et 2006².

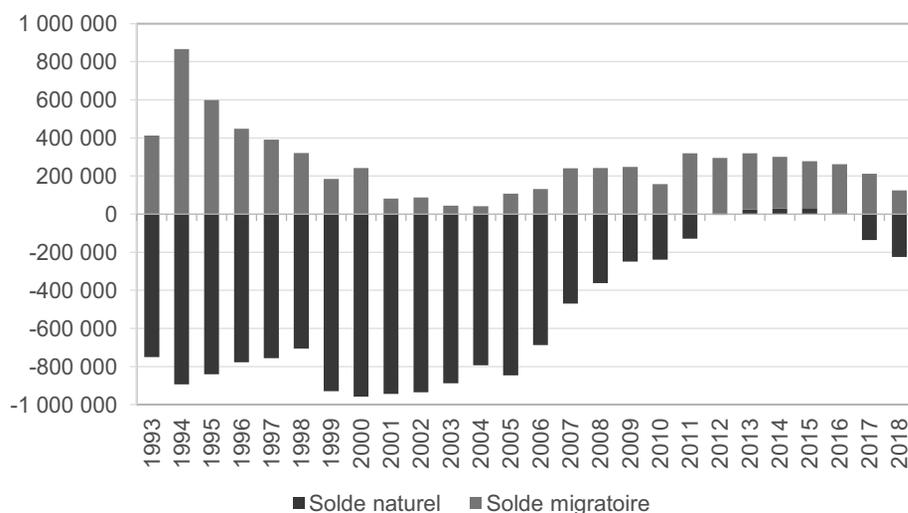
Dans les années 1990, les immigrants viennent en majorité des anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes : les territoires d'Asie centrale, du Caucase et, dans une moindre mesure, des États baltes et d'Ukraine³. Entre 1991 et 2003, 5 millions des 8 millions de migrants

1. Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *La Russie, entre peurs et défis*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 41.

2. Pierre Messiaen, *Les Conséquences internationales de l'évolution démographique de la fédération de Russie (1991-2012)*, Thèse de doctorat, Sorbonne Paris Cité, 2016, p. 27.

3. Alain Blum, « La Russie, grand pays d'immigration. Un scénario démographique probable », in *Revue internationale et stratégique*, n° 4, 2013, p. 78.

(3) Composantes de l'augmentation ou de la baisse de population en Russie, 1990-2018



Source des données : Rosstat 2019, www.rosstat.ru, consulté le 20 août 2019.
Réalisation : S. Russkikh.

se perçoivent comme Russes¹. Autrement dit, il ne s'agit pas ici de migrations nouvelles, mais « d'anciennes migrations internes que la chute de l'URSS a transformées en migrations internationales² ».

On observe un changement des populations migrantes dans les années 2000 : les migrants « identitaires » sont remplacés par les migrants de travail. Il s'agit avant tout de migrants venant des pays de la CEI occupant des emplois non qualifiés (dans les services d'entretien municipaux, les chantiers de construction) et ayant pour perspective de retourner dans leur pays d'origine³. Parmi ces migrants, on trouve également en nombre moins important des Vietnamiens et des Chinois, essentiellement en Extrême-Orient⁴.

1. Marlène Laruelle, « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », in *Les Études du CERI*, n° 126, 2006, p. 3.

2. Pierre Messiaen, *Les Conséquences internationales de l'évolution démographique de la fédération de Russie (1991-2012)*, Thèse de doctorat, Sorbonne Paris Cité, 2016, p. 28.

3. En 2018, les migrants de travail viennent majoritairement de l'Ouzbékistan (2 007 407) et du Tadjikistan (1 018 497). Les migrants des autres républiques de la CEI sont moins nombreux mais leur nombre reste important : Kirghizistan : 351 959, Arménie : 207 945, Azerbaïdjan : 186 163, et Moldavie : 177 468. Source : Données du Service fédéral de migration 2018.

4. Alain Blum, « La Russie, grand pays d'immigration. Un scénario démographique probable », in *Revue internationale et stratégique*, n° 4, 2013, p. 79.

Même si la migration de travail est généralement temporaire et sert à compenser le manque de main-d'œuvre, elle permet également d'atténuer en partie la crise démographique. En effet, une partie de ces migrants obtient la citoyenneté russe et s'installe définitivement en Russie. Entre les recensements de 2002 et de 2010, le nombre de citoyens russes d'origine tadjik augmente de 150 %, et de 70 % pour ceux d'origines ouzbek, kirghize et arménienne¹.

Cependant, 2004 voit arriver un durcissement de la politique migratoire en Russie. Une série de lois est adoptée pour renforcer les sanctions contre le travail illégal et la violation du régime d'enregistrement des visas². En outre, le pouvoir manifeste une hostilité à l'égard des migrants de travail issus des ex-républiques soviétiques³. Dans son Discours à la nation de 2006, Vladimir Poutine annonce en parallèle l'introduction de nouvelles mesures concernant la politique migratoire en déclarant que « la priorité est de favoriser le retour de nos compatriotes se trouvant à l'étranger⁴ ». La même année, le gouvernement met en place un « Programme gouvernemental d'installation volontaire des compatriotes résidant à l'étranger » (en russe : « *Gosudarstvennaja programma dobrovol'nogo pereselenija sootečestvennikov* ») approuvé le 12 juin 2006 (décret présidentiel n° 637, 2006) et visant à résoudre le problème démographique du pays.

Le programme consiste à inciter les compatriotes russes vivant à l'étranger à s'installer en Russie. Le compatriote est défini comme une personne « éduquée dans les traditions de la culture russe, maîtrisant le russe et ne souhaitant pas perdre ses liens avec la Russie⁵ ». Ces « compatriotes » sont accueillis dans deux catégories de régions : les régions de peuplement prioritaire, et les régions de peuplement non prioritaires. Le montant de l'aide versée et les prestations sociales attribuées dans le cadre du programme se distinguent selon ces deux catégories. Comme le montre la carte (4), depuis la mise en place du programme, une cinquantaine de régions de Russie participent à l'installation des « compatriotes », les districts de

1. Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *La Russie, entre peurs et défis*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 48.

2. Vladimir Voloh, « Problemy upravlenija migracionnymi processami v sovremennoj Rossii » [Problèmes de gestion des migrations en Russie], in *Upravlenie*, n° 2(16), 2017, p. 39.

3. Françoise Daucé et Gilles Walter, « Russie 2006. Entre dérive politique et succès économiques », in *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. MLIX, n° 1, 2007, p. 9.

4. Ce discours est disponible à l'adresse suivante : <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/23577>, consulté le 20 août 2019.

5. Anne Le Huérou et Amandine Regamey, « Nécessaires et indésirables ? Les migrants en Russie », in *La Revue Nouvelle*, n° 8, 2007, p. 46.

(4) Régions participant au « Programme d'installation volontaire des compatriotes résidant à l'étranger », 2018



Source des données : ministère de l'Intérieur (2017) « *Oficial'nyj informacionnyj paket o Gosudarstvennoj programme po okazaniju sodejstvija dobrovol'nomu pereseleniju v Rossijskiju Federaciju sootečestvennikov, proživajuših za rubežom* » [Dossier d'information officiel sur le programme d'installation volontaire des compatriotes résidant à l'étranger]. Réalisation : S. Russkikh.

Les enjeux
de la « crise
démographique »
en Russie
Svetlana Russkikh

Sibérie et d'Extrême-Orient étant considérés comme prioritaires (à l'exception de la République de Sakha et de la Tchoukotka).

Toutefois, le nombre de compatriotes est insuffisant pour compenser le décroissement de la population (seulement 745 000 s'installent en Russie, entre 2006 et 2018, soit pendant toute la durée du programme, alors que la population diminue de plus de 2 millions dans la même période¹). Cependant, la Russie ne se montrant pas prête à ouvrir ses frontières pour accueillir une migration suffisante pour compenser sa dépopulation, son gouvernement met en place en 2007 une nouvelle politique familiale encourageant les femmes à avoir plus d'enfants.

1. Source : <https://www.gks.ru/folder/12781>, consulté le 1^{er} décembre 2019.

2. LE TOURNANT NATALISTE DANS LES ANNÉES 2000

Dans les années 2000, le gouvernement introduit de nouvelles mesures aux niveaux national et régional pour inciter les familles à procréer. Selon Zhanna Chernova¹, ces mesures conduisent à un tournant nataliste de la politique familiale. La dimension nouvellement nataliste de la politique familiale peut être mise au jour par le biais des discours présidentiels et des nouvelles prestations sociales au niveau fédéral et au niveau régional.

Dans son Discours à la nation de 2000², le Président Vladimir Poutine définit pour la première fois officiellement la situation démographique du pays comme une menace pour la « survie de la nation ».

Nous, les citoyens de Russie, devenons de moins en moins nombreux année après l'année. Depuis plusieurs années la population du pays diminue de 750 000 habitants par an. Et si on en croit les projections, dans quinze ans déjà la Russie perdra 22 millions de ses citoyens. Je vous demande de bien comprendre ce chiffre : c'est 1/7^e de la population de notre pays. Si la tendance actuelle reste la même, la survie de toute la nation est en danger. Devenir une nation en décrépitude est un danger qui nous guette réellement. Aujourd'hui, la situation démographique est des plus préoccupantes.

Source : Discours à la nation du Président Vladimir Poutine le 8 juillet 2000, http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_27823/, consulté le 30 novembre 2019.

Vladimir Poutine mentionne à plusieurs reprises le problème démographique dans ses Discours à la nation de 2003 et 2005. Ces discours ont une fonction uniquement déclarative jusqu'en 2006, où le Président propose un véritable programme de stimulation de la natalité et définit une norme reproductive à deux enfants par femmes (5). Ce faisant, Vladimir Poutine montre que le gouvernement s'apprête à mobiliser les ressources économiques du pays pour améliorer la situation démographique.

- (5) Je propose un programme de stimulation de la natalité, c'est-à-dire des mesures de soutien aux jeunes familles et femmes qui décident d'accoucher et d'élever un enfant. Nous devons aujourd'hui tout du moins stimuler ne serait-ce que les deuxièmes naissances.

Source : Discours à la nation du président de la Russie Vladimir Poutine le 10 mai 2006, https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_60109/#dst0, consulté le 30 novembre 2019.

1. Zhanna Chernova, « New Pronatalism?: Family Policy in Post-Soviet Russia », in *REGION: Regional Studies of Russia, Eastern Europe, and Central Asia*, vol. I, n° 1, 2012, p. 82.

2. Conformément à la Constitution, le président de la Russie s'adresse annuellement à la nation devant le Parlement pour présenter les orientations de la politique intérieure et de la politique

En 2007, le gouvernement introduit, à titre d'expérimentation pour la période 2007-2021, un nouveau programme nommé le « capital maternel ». Celui-ci représente une allocation ponctuelle de 453 026 roubles, soit environ 8 000 euros, accordée aux femmes à partir de la naissance du deuxième enfant et des enfants suivants. Point particulier de ce dispositif, la somme du capital ne peut être utilisée que sous conditions bien précises, prévues par la loi : 1) l'achat ou l'amélioration des conditions du logement ; 2) l'éducation de l'enfant ; 3) la retraite de la mère ; 4) le financement de services destinés à faciliter l'intégration sociale des enfants handicapés (cet usage est introduit en 2016) ; 5) le versement direct de la somme du capital maternel (cet usage est introduit en 2010 et interrompu en 2016) ; et 6) l'obtention d'un versement mensuel pour les familles à faible revenu (cet usage est introduit en 2018), le montant étant établi par la région de résidence.

Dans son Discours à la nation de 2010, le Président nouvellement élu Dmitri Medvedev augmente la norme reproductive en la définissant autour de trois enfants, et propose de soutenir les familles nombreuses par de nouvelles mesures comme la distribution de lopins de terres.

Selon les experts, le principal moyen de surmonter la crise démographique est d'augmenter radicalement le nombre de familles avec trois enfants ou plus [...]. Par conséquent, je crois qu'il faut créer des mesures pour les familles nombreuses. Dans certaines régions, par exemple (pour autant que je sache, dans la région d'Ivanovo), lorsqu'un troisième enfant naît, on décide d'attribuer un terrain libre pour la construction d'une maison ou d'une maison de vacances. C'est une mesure très correcte et un exemple pour d'autres territoires.

Source : *Discours à la nation du président de la Russie Dmitri Medvedev le 30 novembre 2010, http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_107290/, consulté le 30 novembre 2019.*

Par ailleurs, lors de ce discours (6), Dmitri Medvedev valorise les campagnes médiatiques réalisées par le « Fonds pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance » (en russe : « *Blagotvoritel'nyj fond zašity sem'i, materinstva i detstva* »)¹, et ayant pour but de mettre en valeur les troisièmes naissances (7).

extérieure du pays. Le premier Discours à la nation est réalisé le 24 février 1994 par le premier président de la Russie Boris Eltsine.

1. Le « Fonds pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance », créé en 2002, a pour objectif de « soutenir et développer des activités visant à contribuer à la protection de la vie, de la famille, de la paternité, de la maternité et de l'enfance, à renforcer le prestige et le rôle de la famille dans la société et dans l'État et à protéger des valeurs spirituelles et morales traditionnelles ».

- (6) Il n'y a pas si longtemps, j'ai vu sur Internet des informations sur une campagne sociale intéressante dans le territoire de l'Altaï. Une idée simple, mais, à mon avis, très agréable, est de dire lesquelles de nos célébrités, qui font la gloire des citoyens russes, sont nées comme troisième enfant de leur famille. Parmi eux Nikolai Nekrassov, Anton Tchekhov, Youri Gagarine, Anna Akhmatova. Sans ces grandes personnes, sans leur créativité et leurs réalisations, le monde serait un endroit différent, l'humanité serait moralement et culturellement appauvrie.

Source : Discours à la nation du président de la Russie Dmitri Medvedev le 30 novembre 2010, http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_107290/, consulté le 13 août 2019.

- (7) Affiches du « Fonds pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance »



« Ils sont nés en troisième... Youri Alexeïevitch Gagarine (1934-1968).
Pilote russe. Le premier cosmonaute du monde. »

Source : site officiel du « Fonds pour la protection de la famille, de la maternité et de l'enfance », <https://semyarussia.ru/soczialnaya-reklama/seriya-oni-rodilis-tretimi.html>, consulté le 13 août 2019.

En plus de son soutien aux campagnes médiatiques organisées par des organisations civiles, Dmitri Medvedev incite l'ensemble des régions à suivre cet exemple en développant leurs propres mesures de politique familiale. L'année suivante, l'ensemble des régions de Russie met progressivement en place des programmes semblables au capital maternel (8).

Source : le site officiel du Fonds, <https://semyarussia.ru/o-fonde/deyatelnost-i-zadachi-fonda.html>, consulté le 13 novembre 2019.

(8) Répartition des programmes régionaux comparables au capital maternel en 2019



Source des données : lois et décrets régionaux. Réalisation : S. Russkikh.

Les régions définissent elles-mêmes le montant du capital maternel régional. Celui-ci varie en 2019 entre 50 000 roubles (ex. : oblast d'Oulianovsk) et 336 356 roubles (ex. : district autonome de Nénétsie) selon les régions (soit entre 400 euros et 5 000 euros environ). Les conditions d'utilisation comprennent les principaux usages du capital maternel fédéral, soit l'amélioration des conditions de logement, les frais d'éducation et l'épargne-retraite de la mère ¹, et d'autres plus spécifiques à la région (ex. : l'achat d'un véhicule en république de Bouriatie ou l'achat de matériel agricole en république Sakha-Iakoutie).

Étant donné que la condition du nombre d'enfants dans les régions est toujours supérieure ou égale à celle appliquée au niveau fédéral (deux enfants) ², les capitaux maternels régionaux peuvent être définis comme

1. Irina Kalabihina, « O regional'nom materinskom (semejnom) kapitale » [Le capital maternel régional], in *Vestnik Moskovskogo universiteta*, n° 6, 2013, p. 63.

2. La seule exception est la région de Magadan où les jeunes mères de moins de 25 ans peuvent bénéficier du capital maternel régional dès la naissance de leur premier enfant.

des prolongements du capital maternel fédéral. Ils sont mis en place afin de soutenir les familles correspondant à la norme reproductive autour de trois enfants. Pourtant l'impact de ces mesures et leur rôle dans l'augmentation de la natalité pose des débats parmi les démographes en Russie et à l'étranger comme nous allons le voir.

3. DES EFFETS MITIGÉS

En 2013, le Service fédéral des statistiques de l'État russe enregistre un solde naturel positif pour la première fois depuis les années 1990. Le gouvernement attribue cette amélioration de la situation démographique à la nouvelle politique familiale. Dans son Discours à la nation de 2012, Vladimir Poutine déclare que les programmes démographiques portent leurs fruits.

Les programmes démographiques adoptés au cours de la dernière décennie, Dieu merci, fonctionnent. La population du pays s'est non seulement stabilisée, mais elle a aussi commencé à augmenter [...]. Je ne dis pas ça pour dire : « Ah, on est si bons ! » Non. Je dis cela pour que nous puissions prendre conscience du fait que les gens ont cru en nous, qu'ils ont su élargir nos projets. Ils ont cru au fait que la stabilité est la condition principale du développement et de l'amélioration de la vie.

Source : Discours à la nation du Président Vladimir Poutine le 12 décembre 2012, <http://kremlin.ru/events/president/news/17118>, consulté le 30 novembre 2019.

La même année, Vladimir Poutine souligne, dans son interview au journal *Komsomolskaïa Pravda*¹, le rôle essentiel du capital maternel dans cette évolution positive.

Le gouvernement prend des mesures pour soutenir les familles dans leurs décisions d'avoir deux enfants ou plus. Ces mesures, avant tout le programme du capital maternel, ont déjà donné des résultats. La natalité augmente et cela nous réjouit.

Source : Interview du Président Vladimir Poutine dans « Stroitelstvo spravedlivosti. Social'naja politika dlja Rossii » [La construction de la justice. La politique sociale pour la Russie], in Komsomolskaja pravda, 13 février 2012, <http://www.kp.ru/daily/25833/2807793/>, consulté le 18 novembre 2019.

Cependant la communauté des démographes porte un jugement plus modéré que le discours officiel sur le rôle des mesures natalistes dans l'aug-

1. *Komsomolskaïa Pravda* est un quotidien russe. Site officiel du journal : www.kp.ru.

mentation de la natalité. Les travaux d'Olivia Ekert-Jaffé¹, Marija Avdeeva² et Anatolij Višnevskij³ montrent qu'il est difficile d'influencer les familles dans leurs décisions d'avoir des enfants. Même si l'impact des politiques tendant à soutenir la fécondité est positif, ses effets sont modestes et temporaires. Par ailleurs, l'augmentation de la fécondité en Russie ne date pas de 2007, mais du début des années 2000, et s'accélère en 2007⁴. Cette augmentation s'observe aussi dans des pays dont les gouvernements n'ont pas stimulé la natalité (ex. : la Lettonie)⁵. Par conséquent, il peut exister d'autres facteurs susceptibles d'être la cause de l'accroissement démographique des années 2010.

L'impact des mesures prises dans le cadre de la nouvelle politique familiale en 2007 est d'autant plus difficile à évaluer que les décisions en matière de fécondité des femmes touchées par ces mesures ne sont pleinement observables que lorsque celles-ci ont terminé leur période féconde⁶, ce qui n'est pas le cas pour les femmes ayant bénéficié du capital maternel. Il leur reste encore quelques années pour décider ou non d'avoir encore un enfant.

Or, les résultats de l'enquête internationale *Generations and Gender Survey*⁷ sur le projet d'enfant soulèvent des doutes parmi les démographes quant à l'efficacité des mesures natalistes en Russie. Tomas Frejka et Sergej Zakharov⁸ montrent que les plans reproductifs de la population n'ont pas changé depuis l'introduction des mesures natalistes. L'intention d'avoir un enfant ne variant que faiblement entre 2004 et 2011, les démographes russes et étrangers voient l'augmentation de la natalité observée depuis ces

1. Olivia Ekert, « Effets et limites des aides financières aux familles : une expérience et un modèle », in *Population*, vol. XLI, n° 2, 1986, p. 344.

2. Marija Avdeeva, « Semejnaja politika vo Francii » [La politique familiale en France], in *Vestnik Moskovskogo universiteta*, n° 4, 2008, p. 44.

3. Anatolij Višnevskij, « Rossija v mirovom demografičeskom kontekste » [La Russie dans un contexte démographique mondial], in *Ėkonomika regiona*, n° 2, 2008, p. 22.

4. Alain Blum, « Démographie en Russie et en Europe centrale », in *Études*, vol. CDXII, n° 3, 2010, p. 302.

5. *Ibid.*, p. 303.

6. Fabián Slonimczyk et Anna Yurko, « Assessing the Impact of the Maternity Capital Policy in Russia », in *Labour Economics*, n° 30, 2014, p. 3.

7. L'enquête *Generations and Gender Survey* représente une enquête panel (il s'agit d'interroger les mêmes personnes à plusieurs reprises) réalisée en trois vagues, à intervalles de trois ans, et lancée en 2000 par la *Population Activities Unit* des Nations unies. L'objectif de cette enquête est la mise en place d'une même enquête à l'échelle internationale sur le thème général de la famille.

8. Tomas Frejka et Sergej Zakharov, « Ėvoljucija roždaemosti v Rossii za polveka : optika uslovyh i real'nyh pokolenij » [Évolution de la natalité en Russie en un demi-siècle], in *Demografičeskoe obozrenie*, vol. I, n° 1, 2014, p. 130.

dernières années comme le résultat d'une structure par âge favorable¹. Autrement dit, la population la plus féconde, les femmes et hommes de 25-35 ans, est plus importante qu'auparavant en raison d'une forte natalité dans les années 1980. Cette population donne donc naissance à un plus grand nombre d'enfants.

Toutefois, l'importance de la population des 25-35 ans n'explique pas l'augmentation du nombre moyen d'enfant par femme qui passe de 1,42 à 1,7 entre 2007 et 2018. Les démographes avancent alors l'hypothèse que les mesures natalistes, notamment le capital maternel, accélèrent « le rythme de la procréation^{2 3} » : les femmes ont toujours le même nombre d'enfants dans leur vie, mais les naissances sont plus rapprochées. En effet, Anatolij Arhangelskij⁴ montre que l'augmentation de l'indice conjoncturel de fécondité concerne surtout les deuxièmes naissances (celui-ci passe de 0,404 à 0,620 entre 2006 et 2012), tandis que l'évolution des premières naissances est peu significative (l'indice conjoncturel de fécondité passe de 0,748 à 0,802 entre 2006 et 2012).

Cette différence entre les premières naissances et les suivantes laisse supposer que le programme du capital maternel incite les femmes à avoir un deuxième enfant (ou plus) plus rapidement. Cette interprétation est confirmée par les travaux de Marianna Jakimenko et Dar'ja Vostruhina⁵ qui constatent à partir de l'enquête menée par le Service fédéral des statistiques de l'État russe en 2013 qu'environ 6 % des familles russes interrogées déclarent que leur décision d'avoir un deuxième enfant est fondée sur les moyens offerts par le capital maternel. Par ailleurs, en se basant sur des simulations modélisées, Fabián Slonimczyk et Anna Yurko⁶ montrent que le programme du capital maternel a des effets très modestes à long terme

1. Sergej Zakharov, « Kakoj budet roždaemost' v Rossii ? » [Quelle sera la natalité en Russie ?], in *Demoskop Weekly*, vol. XXIII, 2012, p. 495.

2. Margaret Satterthwait, « Rossija, zastrjavšaja v perehode » [La Russie est coincée dans une transition démographique], in *Mir peremen*, n° 3, 2006, p. 132.

3. Tomas Frejka et Sergej Zakharov, « Ėvoljucija roždaemosti v Rossii za polveka : optika uslovyh i real'nyh pokolenij » [Évolution de la natalité en Russie en un demi-siècle], in *Demografičeskoe obozrenie*, vol. I, n° 1, 2014, p. 132.

4. Vladimir Arhangel'skij, « Ocenka demografičeskoj rezul'tativnosti mer pomoši sem'jam s det'mi v Rossii » [Évaluation de l'impact démographique des mesures d'aide aux familles avec enfants en Russie], in *Demografija ta social'na ekonomika*, n° 1, 2014, p. 109.

5. Marianna Jakimenko et Dar'ja Vostruhina, « Materinskij kapital kak instrument social'no-orientirovannoj politiki gosudarstva » [Le capital maternel en tant qu'instrument de la politique sociale de l'État], in *Ėkonomičeskie issledovanija*, n° 1, 2015, p. 3.

6. Fabián Slonimczyk et Anna Yurko, « Assessing the Impact of the Maternity Capital Policy in Russia », in *Labour Economics*, n° 30, 2014, p. 4.

sur la fécondité (c'est-à-dire une augmentation d'environ 0,15 enfant par femme).

Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'impact de la politique nataliste sur la situation démographique, les démographes s'accordent toutefois sur une nouvelle baisse de la natalité dans les années à venir. En effet, à cause du déficit des naissances des années 1990, le nombre de femmes âgées de 18 à 29 ans aujourd'hui diminue. Selon le scénario moyen du Service fédéral des statistiques de l'État russe, leur nombre passera de 9,8 millions en 2019 à 8,4 millions en 2025¹. Les projections réalisées en 2018 montrent que la population de la Russie devrait diminuer progressivement passant de 146 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2019 à 144 millions au 1^{er} janvier 2036 d'après le scénario moyen².

Conscient de cette baisse, Vladimir Poutine déclare en 2018 que la crise démographique des années 1990 est un frein inévitable au départ de croissance lancé par la politique familiale.

Au cours des années précédentes, grâce au soutien actif de la famille, de la maternité et de l'enfance, nous avons pu inverser les tendances démographiques négatives : nous avons réussi à augmenter le taux de natalité et à réduire le taux de mortalité, nous avons réussi à atténuer les conséquences des deux échecs démographiques majeurs de la seconde guerre mondiale et de la fin du siècle dernier [...]. Mais aujourd'hui, les pertes démographiques des années 1990 se font inévitablement sentir. Il s'agit principalement d'un déclin de la fécondité, car les familles commencent à se former à partir de la faible génération des années 1990. Ce n'est qu'une réalité objective.

Source : Discours à la nation du Président Vladimir Poutine le 1^{er} mars 2018, <http://kremlin.ru/events/president/news/56957>, consulté le 30 novembre 2019.

En 2019, Vladimir Poutine maintient la direction nataliste de sa politique familiale en déclarant que les efforts réalisés depuis l'année 2007 peuvent être renouvelés pour renverser la situation démographique dans les années 2020-2024 (Discours à la nation 2019). Le Président propose alors de stimuler de nouveau la natalité en mettant en place de nouvelles mesures natalistes à partir de l'année 2020.

CONCLUSION

La crise démographique des années 1990 a eu un impact important sur la direction de la politique familiale en Russie. Alors que la politique familiale des années 1990 ne se fondait sur aucun nombre prérequis d'enfants,

1. Source : <https://www.gks.ru/folder/12781>, consulté le 1^{er} décembre 2019.

2. *Ibid.*

le tournant de 2007 introduit un critère quantitatif quant à la structure de la famille des ayants droit des nouvelles prestations. Les mesures revêtent une dimension incitative en n'accordant certaines allocations comme le capital maternel qu'aux familles ayant au moins deux enfants. Les mesures natalistes au niveau régional représentent le prolongement de la politique nationale et visent à augmenter le nombre de familles nombreuses. La majorité des programmes régionaux d'aide à la famille se calquent sur le modèle fédéral du capital maternel en l'adaptant aux conditions et difficultés locales selon leurs propres ressources budgétaires.

Alors que les projections montrent que la Russie sera confrontée à un nouveau déclin démographique en raison de la faible natalité des années 1990, le gouvernement maintient sa politique et introduit de nouvelles mesures natalistes malgré les effets mitigés de celle-ci pointés par la communauté des démographes.